



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 24 février 2016 — N° 146

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député d'Ungava sur le sujet suivant : *Le processus de guérison de John Kawapit.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *40^e anniversaire du Parrainage civique de l'est de l'île de Montréal (PCEIM).*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner le 60^e anniversaire du Corps de cadets 2567 Dunkerque.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin 2015.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Pierre Dubuc.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *Solidarité envers les très petites entreprises québécoises.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations aux élèves de l'école secondaire Henri-Bourassa qui participent au projet de mentorat.*
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *Hommage à Guy Fortin et Lise Ledoux, bénévoles de l'année.*
- Le député de Charlesbourg sur le sujet suivant : *Mme Raphaëlle Quiriaux, une étudiante qui se démarque.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *35^e anniversaire de l'organisme Mairaines d'allaitement Montérégie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 29 septembre 2015, a procédé à l'étude des rapports 2011, 2012, 2013 et 2014 de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale. Le rapport contient des conclusions et deux recommandations.
Rapport déposé le **17 février 2016**
Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **3 mars 2016**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 3) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

- 4) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**
- 5) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 6) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 7) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 8) Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le **3 décembre 2015**
- 9) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Fabre le **23 février 2016**

- 10) Projet de loi n° 72**
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 11) Projet de loi n° 75**
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **23 février 2016**
- 12) Projet de loi n° 79**
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 13) Projet de loi n° 81**
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux **24 novembre 2015**
- 14) Projet de loi n° 83**
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **1^{er} décembre 2015**

- 15) Projet de loi n° 85**
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 16) Projet de loi n° 86**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **4 décembre 2015**
- 17) Projet de loi n° 88**
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **18 février 2016**
- Étude détaillée en commission*
- 18) Projet de loi n° 59**
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par le ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 19) Projet de loi n° 74**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 20) Projet de loi n° 76**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 21) Projet de loi n° 77**
Loi sur l'immigration au Québec
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 22) Projet de loi n° 87**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 23) Projet de loi n° 89**
Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil
Présenté par la ministre de la Justice le 16 février 2016
Principe adopté le **23 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 24)** Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
27 novembre 2015
Principe adopté le 4 décembre 2015
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 25)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 26)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 27)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 28)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 29)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

- 30)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d’approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 32)** Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 34)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d’infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 35)** Projet de loi n° 395
Loi sur l’observateur de l’intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 36)** Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 37)** Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 38)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

- 39)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 41)** Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 42)** Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 43)** Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 44)** Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 45)** Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 46)** Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

- 47) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

Étude détaillée en commission

- 48) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 49) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 50) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 51) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 52) Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

53) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

54) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

55) 16 février 2016
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

56) 23 février 2016

Motion du député de Sanguinet :

QUE l'Assemblée nationale exige le dépôt des garanties contraignantes que le gouvernement du Québec a obtenues dans le dossier de la vente de Rona à Lowe's concernant le maintien des activités et des pouvoirs décisionnels du siège social, des commandes aux fournisseurs québécois, et des emplois dans les magasins au Québec;

QUE l'Assemblée nationale exige le dépôt des garanties contraignantes que le gouvernement du Québec a obtenues dans le dossier de l'investissement de 1 milliard de dollars américains dans la CSeries de Bombardier concernant le nombre d'emplois exigé au Québec ainsi que le maintien des fonctions décisionnelles et stratégiques au Québec, et de toute autre garantie que le gouvernement du Québec a obtenue;

QUE l'Assemblée nationale exige le dépôt des garanties contraignantes que le gouvernement du Québec a obtenues dans le dossier de la lettre d'intention qu'Air Canada a signée avec Bombardier inc. pour l'acquisition de jusqu'à 75 appareils CSeries 300 de Bombardier concernant les travaux de révision et d'entretien lourds des cellules de ces appareils au Québec, par un fournisseur de services de maintenance reconnu, pour une période minimale de 20 ans à compter de la première livraison en 2019 dans la région de la communauté urbaine de Montréal.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 83**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (mandat confié le 16 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 86**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire (mandat confié le 11 février 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 89**, Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil (mandat confié le 23 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 77**, Loi sur l'immigration au Québec (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 81**, Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres (mandat confié le 9 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Consultations particulières :

- Document d'information sur le transport rémunéré de personnes par automobile (mandat confié le 16 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

125) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à la mission à Davos en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

126) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à la mission à Milan en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

127) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Davos en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;

3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

128) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Détroit en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

129) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Bruxelles en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

130) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de la ministre à la mission en France et en Belgique en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant la ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

131) Mme Maltais (Taschereau) – **9 février 2016**
À la ministre de la Justice

Dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi n° 59, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes, la ministre de la Justice a souvent expliqué s'être inspirée des législations étrangères encadrant les discours haineux pour la rédaction dudit projet de loi.

Questionnée à ce sujet le 2 décembre 2015, la ministre a déclaré, et je cite :

« Monsieur le Président, le projet de loi n° 59 vise, oui, à encadrer les discours haineux, oui, à encadrer les discours incitant à la violence, bon nombre de législations à travers le monde ont encadré... et nous répondons également à une demande formulée par la commission des droits de la personne et de la jeunesse et qui demandait spécifiquement à ce que ce type de discours soit encadré en droit québécois. »

Considérant que les discours haineux sont déjà interdits en vertu du Code criminel canadien, et afin d'étayer ses propos, est-ce que la ministre de la Justice peut déposer la liste des juridictions (et les textes de loi pertinents) qui encadrent les discours à la fois par leur droit criminel et par une infraction de nature pénale, comme elle s'apprête à le faire avec le projet de loi n° 59?

132) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

En novembre dernier, j'ai demandé au ministre délégué aux Affaires maritimes des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec-Lévis, Sorel-Tracy-Saint-Ignace-de-Loyola, Matane-Baie-Comeau-Godbout et Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1^{er} juin au 1^{er} novembre 2015. Le ministre a su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois de novembre 2014 à février 2015?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre 2015, entre le 1^{er} décembre 2015 et le 1^{er} janvier 2016, entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} février 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre 2015, entre le 1^{er} décembre 2015 et le 1^{er} janvier 2016, entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} février 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?

- 133) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 2 du chapitre 4) consiste à « accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires en les modernisant et en augmentant leur capacité. »

Le ministre peut-il m'indiquer de combien, en dollars, a augmenté le financement complémentaire du secteur privé dans les différents sites portuaires du Québec? Peut-il fournir les montants et la part relative de financement du secteur privé dans les différents sites portuaires du Québec pour chacune des années 2014-2015 et 2015-2016, de même que les prévisions et/ou objectifs pour les années 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020?

- 134) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 4 du chapitre 4) consiste à « déterminer d'autres moyens financiers pour aider l'industrie navale, notamment des solutions de rechange pour la caution et les garanties concernant la construction navale. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Quels autres moyens financiers ont été identifiés pour aider l'industrie navale? Lesquels ont été mis en œuvres et sous quelle forme?

Le ministre et son secrétariat ont-ils eu des échanges avec le ministère de l'Économie ou Investissement Québec à ce sujet et quels ont été les résultats concrets de ces échanges?

- 135) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 4 du chapitre 4) consiste à « travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin que les chantiers maritimes québécois participent au renouvellement de la flotte de navires canadiens. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Depuis le lancement de la stratégie maritime, quels sont les nouveaux projets à travers lesquels les chantiers maritimes québécois participent au renouvellement de la flotte de navires canadiens? Quelle est la valeur et quelles sont les retombées estimées de ces projets?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants du gouvernement fédéral dans le cadre de cette orientation?

- 136) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 2 du chapitre 5) consiste à « poursuivre les travaux visant la mise en place d'une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes potentiels, dans le respect de l'approche et des principes du système québécois de sécurité civile. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Depuis le lancement de la stratégie maritime, quels travaux ont été réalisés impliquant quels ministères, organismes et paliers de gouvernements?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants du gouvernement fédéral, des municipalités et d'autres ministères et organismes publics dans le cadre de cette orientation?

- 137) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 1 du chapitre 6) consiste à « appuyer les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur maritime, notamment en diminuant leur fardeau fiscal. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Depuis le lancement de la stratégie maritime, qu'a fait concrètement le gouvernement afin d'appuyer les PME du secteur maritime et de diminuer leur fardeau fiscal?

- 138) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 2 du chapitre 6) consiste à « travailler de concert avec le gouvernement fédéral et les communautés locales concernées, afin de résoudre les problématiques liées aux infrastructures maritimes du Nunavik, soit à leur entretien et à leur réhabilitation, au besoin. »

Depuis le lancement de la stratégie maritime, qu'a fait concrètement le gouvernement afin de résoudre les problématiques liées aux infrastructures maritimes du Nunavik? Quels projets ont-ils été identifiés et/ou réalisés afin de résoudre ces problématiques?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants du gouvernement fédéral et des communautés locales concernées afin de résoudre les problématiques dans le cadre de cette orientation?

- 139) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 3 du chapitre 6) consiste à « examiner comment le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine peut être pris en compte adéquatement dans les actions gouvernementales, l'offre de service public et sa désignation officielle. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation, par quels moyens le gouvernement a-t-il examiné comment le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine peut être pris en compte? Quelles actions concrètes ont-elles été posées et quels en ont été les résultats?

- 140) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 3 du chapitre 6) consiste à « mettre en place des moyens d'information, de consultation ou de concertation en vue de favoriser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités » et à « favoriser le dialogue entre les différents représentants de l'industrie maritime, dans le but de faire prospérer l'économie maritime, notamment pour assurer un arrimage entre les actions du gouvernement et les besoins de l'industrie. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces orientations :

- quels moyens ont-ils été mis en œuvre afin de favoriser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités?
- quelles actions concrètes ont-elles été posées afin de favoriser le dialogue entre les différents représentants de l'industrie maritime?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants de l'industrie maritime et des collectivités concernées en lien avec la mise en œuvre de ces orientations?

141) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 3 du chapitre 6) consiste à « offrir des occasions pour revitaliser certains territoires en facilitant la mise en valeur du patrimoine maritime. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation, quelles occasions ont-elles été offertes et/ou identifiées afin de revitaliser certains territoires? Comment le gouvernement a-t-il, depuis le lancement de sa stratégie maritime, facilité la mise en valeur du patrimoine maritime? Quelles actions concrètes ont-elles été posées et quels en ont été les résultats?

142) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **10 février 2016**
Au ministre de la Sécurité publique

Le 17 décembre 2014, le gouvernement annonçait la mise en place de modifications au « Règlement sur les systèmes de loteries » et aux « Règles sur les systèmes de loteries » adoptés en vertu de la « Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement ».

Depuis l'entrée en vigueur des modifications en janvier 2015, plusieurs organismes à but non lucratif de notre circonscription nous ont interpellés à l'égard de la nouvelle réglementation, qui pose une problématique.

Les loteries du type moitié-moitié permettent à certains organismes de s'autofinancer, ou de remettre des montants à d'autres organismes ou fondations. De ce fait, plusieurs organismes s'interrogeaient quant à la possibilité de scinder le prix d'un moitié-moitié. À la suite des vérifications effectuées auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux, celle-ci nous a informés que selon son interprétation de l'alinéa quatre de l'article un du « Règlement sur les systèmes de loteries », il n'était pas possible de scinder le lot gagnant entre plusieurs participants.

Cette interprétation a un impact important auprès des groupes communautaires et associatifs. Depuis la mise en place de cette nouvelle réglementation, le taux de participation à ces tirages a considérablement diminué puisque les participants ont moins de chance de gagner. Par conséquent, la baisse de participation a un impact direct sur les sources de financement des organismes à but non lucratif.

Le gouvernement va-t-il proposer des modifications au « Règlement sur les systèmes de loteries » afin de permettre aux organismes à but non lucratif de scinder les lots et ainsi favoriser la participation à ce type de tirage? Le ministre de la Sécurité publique s'engage-t-il à aider les organismes à but non lucratif dans leur recherche de sources de financement?

144) M. Roberge (Chambly) – **11 février 2016**
Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

En juin 2015, le ministre de l'Éducation a envoyé une missive aux directeurs généraux des commissions scolaires. Cet envoi précisait que les écoles ne peuvent pas obliger les parents à acheter des tablettes électroniques comme matériel scolaire pour leur enfant. Ce sont plutôt les écoles qui doivent les fournir gratuitement aux élèves. À la suite de l'envoi de cette missive, j'estime important d'effectuer auprès du ministre un suivi sur les tablettes électroniques dans les écoles publiques. J'invite donc le ministre de l'Éducation à répondre aux questions suivantes :

- Dans le contexte actuel des crédits budgétaires réduits en éducation, le ministre de l'Éducation croit-il que les écoles publiques qui veulent fournir des tablettes électroniques aux élèves doivent assurer entièrement le financement à partir de leur propre budget?

- Le ministre de l'Éducation admet-il que les écoles publiques puissent conserver leur autonomie et fournir des tablettes électroniques aux élèves dans la mesure où le conseil d'établissement approuve un montage financier prévoyant des fonds provenant en partie d'une commandite et en partie des parents, assurant un équilibre acceptable entre les parents dont les revenus sont plus élevés et les parents moins nantis?
- Le ministre accepte-t-il que les écoles publiques qui voudraient fournir une tablette électronique à leurs élèves soient empêchées de le faire, même dans l'éventualité où le conseil d'établissement vote en faveur d'un montage financier reflétant les réalités de leur milieu?

145) Mme Lavallée (Repentigny) – **11 février 2016**
 Au ministre de la Famille

Dans le rapport annuel de gestion du ministère de la Famille 2014-2015, il est question, à la page 44, du plan annuel de gestion des dépenses 2014-2015 afin de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. À cette même page, on retrouve un indicateur concernant le nombre et la nature des activités de mobilisation effectuées avec les partenaires du secteur des services de garde.

Le ministre de la Famille peut-il nous expliquer l'absence de cible concernant cet indicateur? Le ministère compte-t-il se donner une cible pour 2015-2016?

Le ministre de la Famille peut-il nous indiquer quelles sont les activités de mobilisation effectuées en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016?

Le ministre de la Famille peut-il nous indiquer, pour chacune de ces activités de mobilisation, une description de l'activité, la date, le lieu, le nombre d'employés (temps plein, temps partiel ou contractuels) qui y ont participé et le coût pour la préparation et la tenue de l'événement?

146) Mme Lavallée (Repentigny) – **11 février 2016**
Au ministre de la Famille

Dans le rapport annuel de gestion du ministère de la Famille 2014-2015, il est question, à la page 46, du plan annuel de gestion des dépenses 2014-2015 afin de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. À cette même page, on retrouve un indicateur concernant les suivis effectués pour s'assurer que les manquements constatés ont tous été corrigés. Le taux indique la proportion de services de garde, qui, suivant une première inspection dans le cadre de la délivrance ou d'un renouvellement de permis, ont corrigés à 100% les manquements observés, dans un délai de six mois.

Le ministre de la Famille peut-il nous fournir les données à jour au 30 septembre 2015 puisque celles étant fournies sont en date du 31 mars 2015?

147) Mme Lavallée (Repentigny) – **11 février 2016**
Au ministre de la Famille

Dans le rapport annuel de gestion du ministère de la Famille 2014-2015, il est question, à la page 47, du plan annuel de gestion des dépenses 2014-2015 afin de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. À cette même page, on retrouve un indicateur concernant le taux des services de garde illégaux qui se sont conformés à la Loi après avoir été détectés.

Le ministre de la Famille peut-il nous fournir les données de cet indicateur en date du 30 septembre 2015 puisque celles étant fournies sont en date du 31 mars 2015?

148) M. Lisée (Rosemont) – **11 février 2016**
À la ministre responsable du Travail

- Combien de demandes d'arbitrage ont été reçues au total, par mois, depuis 2012?
- Combien de demandes d'arbitrage reçues proviennent des RI-RTF, par mois, depuis 2012?
- Combien ont été entendues en arbitrage et quand?
- Quel est le délai moyen?
- La ministre est-elle satisfaite du délai?
- Que compte-t-elle faire pour réduire ce délai?

- Est-ce que la ministre a l'intention de nommer de nouveaux arbitres pour procéder plus rapidement aux auditions? Si oui, quel est son échéancier?
- Envisage-t-elle de fixer des délais pour que les auditions se tiennent obligatoirement à l'intérieur d'un nombre de jours raisonnable

149) Mme Lamarre (Taillon) – **16 février 2016**
 Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Dans son rapport déposé en novembre 2015, le Vérificateur général (VG) a fait la démonstration, après analyse des ententes conclues entre le gouvernement libéral et les fédérations médicales, que des sommes supplémentaires ont été accordées aux médecins lors de la conclusion de l'entente sur l'étalement des hausses salariales. On peut lire, en page 21 du chapitre 2 du rapport, que : « [L]orsque les protocoles d'accord ont été entérinés, les sommes à étaler sur huit ans, soit 5675,6 millions de dollars (tableau 6, ligne B), ont été surévaluées de 148,5 millions par rapport aux sommes restantes à verser selon les modalités prévues dans les ententes de rémunération, soit 5527,1 millions ».

Dans ses commentaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux mentionne que : « [a]u paragraphe 50, le Vérificateur général indique que les sommes à étaler ont été surévaluées de 148,5 millions de dollars sur la durée de l'entente. S'il y a eu réellement une erreur, le MSSS procédera à la correction de celle-ci » (page 37 du rapport du VG, chapitre 2).

- De quelle façon le gouvernement compte-t-il récupérer les 148,5 millions de dollars versés en trop aux médecins à la suite de la signature d'une entente sur l'étalement de leurs hausses salariales?
- Comment procédera-t-il à la correction de son erreur?

150) Mme Roy (Montarville) – **17 février 2016**
 À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Le 3 février dernier, la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation déclarait que l'entreprise américaine Lowe's lui avait donné des garanties relativement au maintien des emplois et du siège social de l'entreprise RONA à Boucherville. Par contre, elle reconnaissait le 9 février dernier qu'ultimement, c'est le gouvernement fédéral qui décidera si les garanties fournies par Lowe's afin d'acquérir RONA sont suffisantes pour approuver cette transaction.

Or, un flou demeure concernant la façon dont ces garanties lui auraient été données par l'entreprise Lowe's. J'aimerais donc connaître précisément sous quelle forme lui ont été formulées ces garanties : peut-elle me confirmer si elles ont été données de façon orale ou de façon écrite?

Peut-elle également déposer l'ensemble des documents fournis par Lowe's qui détaillent quelles sont ces garanties, notamment concernant le maintien des emplois et du siège social à Boucherville?

Enfin, à la lumière des garanties qui ont été données à la ministre, peut-elle m'indiquer exactement combien d'emplois l'entreprise Lowe's prévoit-elle maintenir au siège social de Boucherville, et ce, sur quelle période de temps?

151) Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) – **24 février 2016**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Depuis plusieurs mois, ma formation politique et moi-même tentons d'obtenir des informations de la part d'Hydro-Québec. Pour ce faire, nous avons envoyé plusieurs demandes d'accès à l'information.

À maintes reprises, Hydro-Québec a refusé de fournir les informations demandées, invoquant des obstacles infranchissables pour y arriver, comme « des opérations de repérage spécifique dans nos systèmes informatiques » ou des « travaux d'extraction, d'analyse et de validation de données ».

En janvier dernier, la direction d'Hydro-Québec nous a indiqué, par téléphone puis par écrit, que nous envoyions tout simplement trop de demandes et qu'elle serait incapable de répondre à nos interrogations dans les délais prescrits à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

De bonne foi, nous avons collaboré avec la société d'État et avons d'une part cessé pendant plusieurs semaines d'envoyer des demandes d'accès à l'information, et d'autre part accepté que les réponses transmises nous le soient avec un peu de retard.

Malgré la collaboration dont nous avons fait preuve et le temps supplémentaire dont la société a bénéficié, Hydro-Québec a refusé de nous fournir toutes les réponses à nos demandes.

Malheureusement, cette situation n'est pas unique et devient répétitive pour de nombreux citoyens et groupes désirant obtenir de l'information auprès d'Hydro-Québec.

Malgré la « meilleure transparence » qu'avait promise en juin 2015 le nouveau président et directeur général d'Hydro-Québec, Monsieur Éric Martel, les résultats concrets ne sont pas au rendez-vous.

J'estime que cette situation ne peut plus perdurer et qu'Hydro-Québec doit respecter l'esprit de la Loi en cessant son manque de collaboration et en faisant preuve de la transparence attendue d'un organisme public.

J'aimerais savoir quelles actions le ministre de l'Énergie a-t-il posées depuis juin 2015 afin qu'Hydro-Québec fasse preuve d'une plus grande transparence et à la lumière de la situation actuelle, quelles actions entend-il poser afin de corriger le déficit actuel de transparence et de collaboration dont fait preuve Hydro-Québec?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 4 décembre 2015
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec – *député de Borduas*.
- b) 23 février 2016
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités – *députée d'Hochelaga-Maisonneuve*.
- c) 23 février 2016
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse – *députée d'Hochelaga-Maisonneuve*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS